

Sommaire

Régionales 2010.....	1
Meeting du 10 janvier : la campagne est lancée !.....	1
Trois questions à Francis Parny, responsable aux relations avec les partis politiques.....	2
Déclaration du Comité exécutif national - 4 janvier 2010.....	3
Les matériels disponibles.....	3
Vie du PCF.....	4
Voeux de Marie-George Buffet à la presse.....	4
Rencontre nationale « art, culture, émancipation (Sens, utopie, projet) ».....	7
Communication.....	9
Expression directe.....	9
Médias.....	9
« Chat » de Marie-George Buffet sur le site du journal Métro.....	9
Communiqués de presse.....	11
Aide à la communication de proximité.....	12
Régionales : Le 10 janvier au Palais des congrès/Paris.....	12
Identité nationale : la droite titillée par ses vieux démons.....	12
Des dizaines de Moulinex : dignité et amertume.....	13
Chômage : LA question.....	14

RÉGIONALES 2010

Meeting du 10 janvier : la campagne est lancée !

Dimanche, le Front de gauche lance sa campagne au Palais des Congrès à Paris. L'occasion de revenir sur le sens, le contenu et les ambitions du rassemblement qui, après les européennes, s'est enrichi de nouveaux partenaires (Alternatifs, FASE, République & socialisme). Un rassemblement fait d'hommes et de femmes, militants politiques, associatifs, syndicaux, salariés en lutte, artistes, intellectuels... qui portent en commun la résistance au libéralisme et l'aspiration à une politique de gauche réellement à gauche. Aussi, outre les représentants du Front de gauche, plusieurs acteurs des mouvements en cours expliqueront le sens de leur engagement et pourquoi, au nom des combats qu'ils mènent, ils ont choisi de s'engager avec le Front de gauche. Ce meeting se tiendra en présence de nombreuses têtes de listes d'ores et déjà désignées en région.

L'entrée en campagne du Front de gauche

A neuf semaines du premier tour, l'initiative constituera l'entrée officielle des listes du Front de gauche en campagne. Une campagne de terrain pour porter des propositions et un projet politique. A mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, ces élections sont évidemment très politiques. La droite l'a bien compris. Mise en difficulté dans l'opinion, elle veut nationaliser le scrutin et enrôle pour cela la plupart des ministres dans la campagne. Le 14 mars, en utilisant le bulletin du Front de gauche, les électeurs pourront donc sanctionner clairement la politique mise en œuvre et exprimer l'exigence d'une politique de gauche à la hauteur des urgences sociales et démocratiques qui taraudent le pays. Ces élections doivent aussi être l'occasion d'une large confrontation sur l'avenir des régions. Confrontation avec les projets libéraux de la droite, mais débat aussi à gauche sur la base des bilans et des échanges engagés lors des ateliers nationaux et des forums départementaux. Il en est ainsi de la défense et la promotion des services publics, de la démocratie citoyenne, de l'utilisation de l'argent, ou encore d'un nouveau type de développement liant progrès social et écologie. Elles seront enfin l'occasion d'informer les citoyens sur la réforme des collectivités territoriales et les menaces qu'elle fait peser sur la démocratie.

De tout le pays

A quelques jours de l'initiative, les échos venus du terrain en Ile-de-France comme en province montrent que le pari est en passe d'être gagné. Dans de nombreux endroits des initiatives se prennent. Le Palais des Congrès devrait être comble le 10 janvier. Outre les milliers de participants d'Ile-de-France un millier de Parisiens, 750 du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis, 650 des Hauts-de-Seine... - on viendra de tout le pays, avec un effort particulier des

départements de la grande couronne : cent cinquante personnes sont attendues du Nord/Pas-de-Calais, 200 de Picardie ou du Centre, 170 de Normandie... Une mobilisation de bon augure à soixante jours du premier tour.

PRATIQUE

Palais des congrès

Porte Maillot – 75017 Paris (M° Porte Maillot)

Dimanche 10 janvier 2010 à 14h00

Métro

Ligne 1, station Porte Maillot - Palais des Congrès

RER

Ligne C, arrêt Neuilly Porte Maillot – Palais des Congrès

Bus

Lignes 82, 73, 43, 244, PC 1, PC 2 ou PC 3.



Trois questions à Francis Parny, responsable aux relations avec les politiques

Où en sont les négociations avec le Front de gauche et les partenaires ?

F. P. : Disons tout d'abord que l'heure est au débat public et au lancement de la campagne partout en France. Le meeting de dimanche en Ile-de-France en marquera le début. Dans plusieurs régions, en Aquitaine, en Auvergne, en Haute-Normandie, les formations du Front de gauche et leurs partenaires se sont réunis, ont peaufiné des listes, ont décidé des distributions communes dans les quartiers, dans les entreprises, ont organisé des meetings... Bref, ils ont lancé la campagne ! Le Front de gauche et ses partenaires peuvent porter la parole et les propositions qui compteront et qui marqueront cette campagne des élections régionales. Cette campagne doit se faire autour d'un projet pour améliorer la vie de nos concitoyens dans les régions, construire une alternative à la politique de Nicolas Sarkozy, empêcher la droite de gagner et ancrer solidement à gauche des majorités portant ces politiques. Sur la question de l'écologie par exemple, nous allons porter cette question sans la dissocier des questions sociales et de démocratie. Tant que les tenants des logiques financières seront les seuls à prendre les décisions qui comptent dans ce pays, cela débouchera sur des politiques de casse pour les personnes humaines et pour la planète. Nous voulons donner des droits nouveaux aux citoyennes et aux citoyens pour qu'ils contribuent à des décisions qui combattent les inégalités, contribuent à des emplois durables et respectent l'environnement. Il faut donc très vite aller à la rencontre de tous ceux qui souffrent de la politique de Nicolas Sarkozy.

Oui, mais alors, à quand l'accord national concernant les listes ?

F. P. : Après de très nombreuses réunions, nous sommes tout près d'aboutir, cette semaine sans doute. Lundi nous avons porté au Parti de gauche une proposition pour qu'il conduise les listes dans cinq régions : l'Aquitaine, la Franche-Comté, le Languedoc-Roussillon, les Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes, et dans dix-neuf départements. Nous avons également discuté avec eux de la place des candidats sur des positions dites éligibles, en fonction des résultats électoraux obtenus par le passé. Dans cette discussion, nationalement et régionalement, les communistes font preuve de très grandes responsabilités pour que chaque organisation ait la représentation qui permettra d'aboutir à des accords. Sur la base de cette proposition, on ne comprendrait pas que la conclusion de l'accord ne soit pas rapide. C'est bon pour que le Front de gauche joue tout son rôle dans cette campagne électorale et pour construire avec de nombreux partenaires des listes de rassemblement intitulées : « Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes ».

Et qu'en est-il du NPA ?

F. P. : Notre politique, c'est celle du rassemblement le plus large, sur des contenus précis, alternatifs aux logiques dominantes et sur des objectifs stratégiques qui s'adressent à toute la gauche pour redonner de l'espoir à celles et ceux qui veulent cette alternative. C'est Olivier Besancenot, comme dirigeant du NPA, qui a rejeté notre main tendue, s'enfermant dans une logique refusant a priori toute constitution majoritaire à gauche dans les régions. Que de nombreux militants du NPA ne se reconnaissent pas dans ce repli perpétuel qui repousse le changement à toujours plus loin ne nous étonne pas. Ils sont les bienvenus sur la base d'objectifs stratégiques et de contenus

clairs. Nous devons rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent battre la droite dans ces élections régionales et construire dans le même mouvement une politique alternative qui redonne confiance encore une fois au peuple de gauche.

Déclaration du Comité exécutif national - 4 janvier 2010

A dix semaines des élections régionales, le Comité Exécutif National (CEN) du Parti Communiste Français souligne la nécessité de répondre aux urgences sociales et politiques de cette rentrée par l'animation rapide d'une grande campagne publique dans toute la France.

Il s'agit de faire entendre la voix du Front de Gauche et de l'ensemble des formations qui construisent ensemble des listes déterminées à faire barrage à la droite et aux projets de Nicolas Sarkozy ; déterminées également à construire des majorités fortement ancrées à gauche dans les Régions, développant des politiques en rupture avec les logiques libérales dominantes.

Après toutes les discussions qui ont eu lieu, les bases d'un accord national permettant de rassembler les formations du Front de Gauche, mais aussi toutes celles et tous ceux qui entendent construire les listes « ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes » nous semblent réunies.

Dans cet esprit, le CEN a adopté la proposition portée ce jour même au Parti de Gauche de conduire cinq listes régionales et dix neuf listes départementales dans cette élection et de permettre l'élection de nombreuses femmes et de nombreux hommes engagés politiquement en proportion de l'audience de chacune des formations. (Voir Annexe)

Le temps du débat public et des propositions concrètes est venu. Le meeting de dimanche après midi au Palais des Congrès constituera le premier temps fort de cette campagne.

ANNEXE : PROPOSITION AU PARTI DE GAUCHE

Têtes de listes régionales : Cinq

Aquitaine Franche Comté Languedoc Roussillon Les Pays de Loire Rhône Alpes

Têtes de listes départementales : Dix neuf

Dordogne Haute Loire Eure et Loire Doubs Territoire de Belfort Paris Essonne Un autre département IDF Pyrénées Orientales Creuse Aveyron Lot Maine et Loire Mayenne Aisne Deux Sèvres Vaucluse Alpes de haute Provence Drôme ou Isère

Concernant les positions des différents candidat-e-s sur les listes, ces positions assureront environ 25% des élu-es au parti de gauche.

Les matériels disponibles

A TÉLÉCHARGER

Le kit militant : <http://www.pcf.fr/spip.php?article4311>

Le dossier permanent Régionales 2010 sur le site du PCF : <http://www.pcf.fr/spip.php?mot345>

Voeux de Marie-George Buffet à la presse

Je tiens d'abord, à vous présenter tous mes vœux pour cette nouvelle année. Qu'elle soit belle, fraternelle, pour vous toutes et tous, pour vos proches, pour toutes celles et ceux que vous aimez.

Mes premiers mots seront pour vos collègues, journalistes de France 3 actuellement retenus en Afghanistan. Je sais l'émotion de la rédaction de France Télévision, et au-delà de toute la profession. Je veux adresser, au nom du PCF, un message de soutien, de solidarité.

Cette année, permettez-moi de vous faire part de mon inquiétude devant ce que j'appellerai « l'extension du domaine de la manipulation ». Je m'explique.

Chaque jour, le pouvoir pousse plus loin les dérapages, les excès, les opérations de diversion. Il fait tomber les digues. Le Président de la République transforme l'actualité en une lessiveuse permanente et use de grosses ficelles pour couper court à tout vrai débat politique.

Votre métier, le journalisme, est confronté à la dérive antidémocratique actuelle. La stratégie de « la bande du Fouquet's », est toute simple. Ils savent qu'ils sont minoritaires. Ils détournent sans cesse le débat public des questions sociales, économiques ou plus simplement des problèmes quotidiens de nos compatriotes et usent de la peur, sous toutes ces facettes comme outil de gouvernement.

Face à ces dérives, la France a besoin d'une presse libre et sans concession qui contribue à élever le débat public. Il faut pour cela lui en donner les moyens car nous savons que la presse écrite a subi une baisse de son chiffre d'affaires en 2009.

De ce point de vue, je veux redire ici publiquement mon soutien à l'Agence France Presse contre les projets du gouvernement qui, selon un schéma déjà rodé, veulent étatiser l'Agence pour mieux la privatiser. Je veux également apporter mon soutien à toutes les équipes de Radio France Internationale dont on ne soulignera jamais assez le rôle essentiel.

Le 31 décembre, avant de faire un peu la fête en famille, j'étais devant ma télévision pour écouter les vœux du Président de la République. Je ne résiste pas à l'envie de vous rappeler quelques morceaux choisis.

Personnellement, j'ai beaucoup apprécié le couplet sur la crise quand il dit, je cite, « notre pays a été moins éprouvé que beaucoup d'autres (...) et nous le devons à notre modèle social ». Quand je l'entends, il me fait penser à un boxeur qui serait aussi dentiste. Au pouvoir, il vous démolit le portrait. En campagne électorale, il vous propose de vous refaire les dents... La suite du discours est d'ailleurs limpide : après avoir cajolé notre modèle social, il annonce la couleur : cap sur les retraites et les dépenses publiques, nouveau pilonnage en vue.

Dans ses vœux, il affirme qu'« un monde nouveau a commencé à se construire ». Ça sonne bien, ça fait presque altermondialiste. Mais, dans ce « monde nouveau » : le chômage a bondi, une grosse partie des risques financiers privés ont été transférés vers la sphère publique, les banques ont reconstitué leurs marges et enfin les avancées technologiques sont mises au service d'une exploitation renforcée des êtres humains. On est nombreux à avoir envie de relire Karl Marx.

Les vœux présidentiels ont aussi été marqués par un appel vibrant au respect de l'autre. Ce message était sans doute adressé à son gouvernement et à son parti. Car enfin, je veux vous dire avec force qu'à mes yeux tout n'est pas permis. Non, on ne peut pas tout faire, tout dire. Non la volonté d'occuper le pouvoir ne justifie pas d'user du racisme, de la xénophobie comme arguments électoraux.

Enfin, le Président dit vouloir redonner du sens, je cite, « au beau mot de fraternité qui est inscrit dans notre devise républicaine ». Examinons un peu cela.

Commençons par la liberté. Redonner du sens à la liberté, c'est pour Nicolas Sarkozy laisser s'installer dans notre pays une politique de peur contre les syndicalistes. Je pense particulièrement aujourd'hui aux camarades de d'EDF ou GDF ou de la RATP, à ceux de Conti pour qui je vais témoigner mercredi.

Alors que s'ouvre la campagne des élections régionales, je veux prendre ici un engagement : les élu-es communistes et du Front de gauche seront des boucliers anti-répression. Dans les luttes aujourd'hui et demain après l'élection, nous nous engageons à assurer un « service maximum de soutien aux luttes ».

Et les luttes, ce sont celles de la défense des services publics, avec les Etats Généraux et la grande manifestation unitaire en préparation, avec la mobilisation des cheminots pour la défense du fret. Ce sont celles pour l'Education nationale avec les mouvements et la manifestation à la fin de ce mois, ce sont celles pour les salaires à la RATP ou pour l'emploi dans de nombreuses entreprises.

Redonner du sens à la liberté, c'est aussi soutenir les travailleurs sans-papiers en lutte pour se libérer des chaînes de la clandestinité. Et j'aimerais faire une remarque. Je suis allée sur de très nombreux piquets de grève. J'aimerais dire à Monsieur Besson, qu'il y a plus de point commun entre un ouvrier français et un ouvrier sans-papier originaire d'un village d'Afrique, qu'entre ce même ouvrier français et tous les membres de son gouvernement. Ces ouvrières et ces ouvriers en lutte réinventent la grande promesse de liberté que le peuple a fait à notre pays en 1789. Au fond, la France est bien plus présente auprès de ces ouvrières et de ces ouvriers que sur les bancs du gouvernement.

Redonner du sens à la liberté c'est, repousser cette réforme des collectivités territoriales qui constitue une nouvelle avancée de la centralisation autoritaire que construit la majorité actuelle. Cette réforme met en laisse les collectivités locales. Cette réforme est faite pour obliger les collectivités locales à licencier le service public.

Soyons honnête. Sous couvert de « libéralisme », sous couvert de « libertés » les principales décisions économiques et politiques sont confisquées par une petite oligarchie. « La bande du Fouquet's » en est le symbole : c'est l'alliance du pouvoir financier et du « populisme ».

En m'adressant à vous aujourd'hui, je veux dire la nécessité de nouvelles institutions démocratiques et financières pour rendre au peuple le pouvoir qu'on lui a confisqué. La gauche doit se donner une feuille de route : une nouvelle République ou la citoyenneté exulte, la mise sous tutelle démocratique du secteur bancaire avec une profonde réforme du crédit, des droits réels pour les salarié-es. Nous ne pourrions résoudre la crise écologique sans résoudre la crise démocratique qui conduit à ce que des milliards d'être humains aient moins de pouvoir qu'une poignée de banquiers dont le productivisme est la règle pour nourrir les actionnaires.

Au Parti communiste, nous pensons que l'une des alternatives au pouvoir des actionnaires, se trouve dans de nouveaux pouvoirs des salariés-citoyens dans les banques et les entreprises. Et pas simplement pour des grands principes. Prenons l'exemple de la recherche pharmaceutique. Ce serait mille fois plus efficace d'instaurer une mise en réseau et en commun de la recherche, des brevets plutôt que de continuer la coûteuse guerre marketing des laboratoires privés. Ces mêmes qui ponctionnent l'Etat français avec le vaccin contre la grippe A. Pourtant, vaincre le sida, le paludisme ou la tuberculose serait à portée de mains.

Mutualiser, mettre en commun, progresser ensemble, développer une économie altruiste, gagner une maîtrise sociale du marché, c'est le véritable défi humain d'aujourd'hui. Et la démocratie, c'est le levier de ce changement.

A l'échelle de l'Histoire, celle des civilisations, chaque grande étape, chaque grand progrès humain est simultanément un progrès de l'éducation et un progrès de la démocratie.

Ensuite, regardons du côté de l'égalité.

Je pense d'abord bien sûr à ce million de chômeurs qui arrive en fin de droit du fait des lois Fillon. L'année 2009 a été marquée par les suicides à France Télécom. Je veux aussi attirer votre attention sur le fait que les salarié-es qui se suicident le plus, ce sont les hommes et femmes à la recherche d'un emploi et qu'il y a danger. Il y a danger aussi dans de très nombreuses entreprises du fait de la déstructuration du travail.

La crise a créé une situation exceptionnelle qui a conduit le gouvernement à renflouer les banques. La crise a aussi créé des centaines de milliers de chômeurs. Je demande aujourd'hui aux gouvernement l'égalité, c'est-à-dire d'appliquer aux chômeurs en fin de droit la même solidarité qu'avec les banques. Je demande au gouvernement de continuer à verser leurs indemnités aux victimes de la crise, ils ont cotisé, ils, elles ont droit aux moyens de vivre. Je demande surtout que l'argent produit par le travail serve à l'emploi, à la recherche, à l'éducation ou à la santé et je réitère ma proposition d'interdiction des licenciements boursiers pour une sécurité de l'emploi.

Le Président de la République avait pompé beaucoup d'air autour de l'idée de « moralisation du capitalisme »... Quel est le bilan ? Les principales banques françaises redistribuent, avec notre argent, des profits record. Didier Lombart, le patron modèle France Télécom, est bien au chaud et les grands actionnaires continuent comme si de rien n'était. La morale de cette histoire, c'est que le fric passe avant toute chose. Et à nouveau, la gauche dans les régions est face à ces responsabilités. Nous proposons de mettre dans un pot commun toutes les aides publiques aux entreprises pour les transformer en fond d'investissement citoyen, en « fond pour l'emploi et la formation ». Les grands groupes et les banques ne font pas leur boulot : et bien nous proposons dans les régions, dès demain, de commencer à le faire à leur place et d'œuvrer ainsi à la construction d'un pôle public bancaire au plan national.

L'égalité, c'est l'égalité des genres. Anne Roumanoff s'est amusée dans un sketch chez Michel Drucker de ma protestation contre la pub Cantal. J'ai ri, mais je persiste et je signe. Nous sommes un pays où les droits des femmes sont au point mort, où trop de femmes meurent chaque année sous les coups de leur conjoints. Nous sommes un pays retardé sur le plan de l'éducation anti-sexiste, anti-homophobe. Nous sommes un pays où l'on accepte des inégalités de salaires délirantes entre homme et femme.

C'est dans ce contexte que pour moi intervient le débat sur le voile intégral. A mes yeux, ce voile intégral n'est pas d'abord un signe religieux, mais avant tout un signe de domination patriarcale. L'UMP, se sert de ce débat sur la burqa pour stigmatiser l'Islam, alors même que 99% des musulmanes la refusent. Mon engagement féministe refuse tout enfermement des femmes, toute négation de leur corps, de leur féminité. Il exige le combat contre la domination patriarcale, pour l'égalité des genres, pour la laïcité. Et il refuse aussi toute instrumentalisation de ces combats.

Enfin, il y a la fraternité. Une valeur essentielle, fondatrice de la République. Reconnaître en l'autre une sœur, un frère, c'est sortir du tribalisme, c'est aimer à l'échelle de l'Humanité, c'est reconnaître notre communauté de destin.

Or, cette communauté se trouve confrontée à trois grands problèmes.

Premièrement, la crise écologique et l'échec de Copenhague. Cet échec était prévisible et explicable. L'obstacle principal est, le gouvernement du monde. Pour partie, la crise écologique ne pourra trouver une issue que dans le recul mondial des intérêts privés. La crise écologique a besoin d'une transformation des mécanismes planétaires. La tâche des dix années à venir est, à travers la création d'instruments monétaires mondiaux, de services publics, d'une agriculture capable de nourrir la planète, la remise en cause du diktat de l'OMC, la réforme de l'ONU, pour que la communauté humaine maîtrise enfin son destin.

Prenons un exemple. Quand aujourd'hui, une marchandise de base fait deux fois le tour complet de la terre pour une seule raison : la recherche à toutes les étapes de sa fabrication des salariés les plus mal payés, défendre un développement humain durable, c'est vouloir contrer le pouvoir absolu du capital, c'est défendre une fiscalité à critères sociaux et écologiques.

Au fond, le mouvement progressiste, communiste et de transformation sociale est confronté au besoin d'un nouvel internationalisme qui affirme le besoin d'une solidarité humaine planétaire, et en prononçant ces mots je pense évidemment à la liberté de mes frères et sœurs de Palestine à qui nous rendrons hommage ce soir, un an après Gaza. Je pense évidemment aux femmes et aux hommes de progrès qui sont mobilisés actuellement en Iran.

Deuxième grand enjeu dans notre pays et à l'échelle du monde, la protection sociale. Le débat sur les retraites va s'ouvrir à nouveau sur de très mauvaises bases. A nouveau, je souhaite tirer la sonnette d'alarme sur la situation des retraités et en particulier à ces nouveaux retraités- et surtout nouvelles retraitées- qui ont faim et que l'on retrouve dans nos permanences d'élus-e-s ou à l'aide alimentaire. A l'inverse de la politique de la « bande du Fouquet's », au Pcf nous pensons que la protection sociale, c'est l'un des remèdes à la crise. En France, 10% du PIB est consacrée aux dépenses de santé qu'elles soient publiques ou privées. Aux Etats-Unis, pour l'instant, c'est 5 points de PIB supplémentaires pour une santé inégalitaire, socialement moins performante et donc beaucoup plus coûteuse. Ces 5 points de PIB, c'est l'argent des actionnaires. Et pour les retraites, c'est la même logique. Il serait beaucoup moins coûteux d'instaurer une fiscalité sur le capital financier, d'arrêter la spirale des baisses de charges et de mener une politique de développement de l'emploi qualifié. Pas de miracle, le prix à payer pour sortir de la crise de financement, c'est sortir du « laissez-faire » libéral.

Car décidément, la politique que défend Nicolas Sarkozy est vieillie, usée, fatiguée. Il fait du jogging certes mais ses idées ne font pas avancer la France.

Et je lui fais une proposition : si il décide d'attaquer les retraites, alors qu'il montre l'exemple et qu'il se verse comme seul salaire la pension d'un retraité français moyen.

Troisième grand enjeu, notre capacité dans le pays à constituer ensemble une communauté fraternelle et de progrès humain. A nouveau, comme élue de Seine Saint Denis je veux redire que le débat sur l'identité nationale doit cesser. Je veux dire que ce débat peut conduire à une crise grave. Je veux dire, comme ancienne Ministre d'un gouvernement de la France, qu'un peu de dignité minimale exigerait que certains ministres présentent leur démission au chef de l'Etat.

Mesdames, messieurs, tous ces grands enjeux, nous allons les porter au cœur des élections régionales.

D'abord, je vous donne rendez-vous dimanche au Palais des Congrès à 14h00 pour le grand meeting de lancement des listes du « Front de gauche » et au-delà, intitulées « Ensemble pour des régions citoyennes, sociales, écologiques et solidaires ».

Avec le « Front de gauche », mes amis Jean Luc Mélenchon et Christian Picquet, avec l'ensemble de nos partenaires je dois vous confier que nous sommes dans les « starting-block ». Dimanche, lors du meeting national nous lancerons la dynamique militante et citoyenne. Dans les Régions, ce sont des équipes solides qui se forment et qui partent en campagne autour de leurs têtes de listes comme Elisa Martin en Rhône Alpes, Marie France Beaufrès dans le Centre ou le Président de l'ANECR, André Chassaigne, qui pourrait bien devenir le Président de l'Auvergne, et bien d'autres, je ne cite pas toutes les régions. Et bien sûr Pierre Laurent qui va conduire notre liste ici en Ile de France dans la région capitale.

Je veux souligner que nos listes seront marquées par l'engagement de celles et ceux qui résistent et qui luttent. Ce sont des listes d'union de la gauche sociale, syndicale et politique. Dans chaque région, nous enregistrons un fort soutien des hommes et des femmes debout face à la droite. Vous verrez des acteurs et actrices de la défense des services publics, de l'hôpital ou de l'université vous entendrez des syndicalistes qui se battent pour l'emploi et les salaires. Je veux d'ailleurs saluer l'engagement en Ile-de-France de Didier Dreyfus, l'un des animateurs de l'Appel des appels ou de Bernard Defaix, animateur de l'action pour les services publics en Rhone Alpes. Je n'en dis pas plus et je vous donne rendez-vous dimanche pour la suite. Et après dimanche, dès le 26 janvier je vous donne aussi rendez-vous à Toulouse, le 29 janvier à Montpellier, le 2 février à Brive-la-Gaillarde. Je m'arrête là, la liste serait trop longue.

Si nos listes sont le fruit d'un accord entre plusieurs formations politiques, leur réussite, c'est la dynamique citoyenne et militante qu'elles entraîneront.

Au Parti communiste français, nous sommes déterminés pour que cette campagne devienne celle de dizaines de milliers de nos concitoyen-nes qui veulent s'engager pour une dynamique d'espoir à gauche.

Dimanche, avec le meeting de lancement et à la suite des élections européennes, nous voulons envoyer un message : c'est possible ! Il est possible de donner un avenir, un espoir, un prolongement aux luttes sociales, aux convictions partagées par des millions d'électrices et d'électeurs de gauche.

Personnellement, je m'engage avec enthousiasme avec l'ensemble des candidates et des candidats du « Front de gauche » et nos autres partenaires. Avec enthousiasme, car je suis persuadée que l'une des clefs de l'avenir de la gauche française est dans le résultat que nous ferons au soir du premier tour. Avec enthousiasme, car nous faisons œuvre utile en proposant des listes d'une gauche qui lutte, d'une gauche qui espère et d'une gauche qui dans les Régions se mobilisera et participera à de vrais politiques de gauche.

Permettez moi trois dernières remarques.

Premièrement, parce que les régions ont une importance nouvelle, décisive sur des secteurs aussi importants que l'aménagement, les transports, l'emploi, parce que les régions ont des compétences élargies, le débat des régionales doit être traité véritablement comme un débat national. Je demande donc à Michel Boyon, Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel de créer les conditions d'un débat véritablement démocratique sur leur enjeu.

Deuxièmement, je veux dire que nous n'avons pas d'autres ennemis à gauche que la résignation et la passivité et que nous restons bras ouverts à tous ceux et celles qui veulent nous rejoindre. Le vote pour nos listes, sera le vote de « l'antisarkozysme utile », c'est-à-dire une sanction qui se transforme en action. Et je peux vous dire que nous visons beaucoup d'élus-e-s dans cet objectif et vous verrez qu'ils, elles vont vitaminer la gauche.

Troisièmement, je veux vous dire la détermination du PCF à faire progresser l'unité sur des idées nouvelles. Vitaminer, booster la gauche française, c'est avant tout faire progresser sa capacité à penser le monde de demain. La gauche a besoin d'un grand retour des idées sur la scène politique. Le capitalisme mondialisé nous oblige à imaginer des solutions nouvelles. Nos listes porteront cette volonté d'imaginer un monde au-delà des règles actuelles du capitalisme financier. Un dernier mot enfin, pour renouveler des vœux de bonheur.

Paris, le 6 janvier 2010

Rencontre nationale art, culture, émancipation (Sens, utopie, projet)

Le Parti Communiste Français organise les vendredi 8 et samedi 9 janvier 2010, une rencontre nationale autour des questions de culture.

Accueil à partir de 16h : Espace Niemeyer / 6 avenue Mathurin Moreau 75019 Paris

VENDREDI 8 JANVIER

Séance d'ouverture (17h-19h) : Art, culture et société

Sous la présidence de Pierre Laurent

Intervenants-tes :

- Ariane Ascaride, comédienne
- Roland Gori, initiateur de l'Appel des appels
- Emmanuel Wallon, professeur à l'université Paris10
- Franck Lepage, initiateur de la SCOP Le Pavé, militant de l'éducation populaire
- Bernard Vasseur, directeur de la Maison Aragon-Triolet

Table ronde 1 (20h30 - 22h) : Création et appropriation sociale et symbolique

Modératrice : Valérie de Saint Do

Intervenants-tes :

- Francis Peduzzi, directeur du Channel, Scène nationale de Calais
- Anne Toussaint, cinéaste, documentariste
- Patrick Bouchain, (h)architecte, président de la Friche la Belle de Mai

SAMEDI 9 JANVIER (ACCUEIL À PARTIR DE 9H)

Table ronde 2 (9h30-11h) : Culture, territoires et politiques publiques : pour une nouvelle ambition nationale et décentralisée

Modérateur : Michel Duffour

Intervenants-tes :

- Francis Parny, vice-président du Conseil régional d'Ile de France, exécutif du PCF
- Chantal Lamarre, directrice de Culture commune, scène nationale du bassin minier du Pas-de-Calais
- Jean Claude Wallach, consultant, Art, Culture, Développement
- Zahra Boudjemaï, maire-adjointe de Nanterre (culture)

Table ronde 3 (11 h 30 - 13 h 00) : Pour une économie alternative de la culture

Modératrice : Marie-Christine Vergiat

Intervenants-tes :

- Dominique Sagot-Duvaurox, professeur d'économie, Université de Nantes
- Philippe Berthelot, directeur de la Fedurok – président de l'UFISC
- Daniel Le Scornet, initiateur de La Fraternelle des Métallos
- Marie-Pierre Vieu, directrice de la maison d'édition Arcane 17- Exécutif du PCF

Table ronde 4 (14 h 30 - 16 h 00) : Arts, culture, mondialité

Modérateur : Florian Salazar Martin

Intervenants :

- Jean-Louis Sagot-Duvaurox, philosophe et dramaturge
- Claude Michel, syndicaliste
- Mohamed Kacimi, écrivain et dramaturge

Séance de clôture (16 h 30 - 18 h 00) : Et maintenant ?

Sous la présidence d'Alain Hayot

Intervenants-tes

- Michel Simonot, sociologue, dramaturge
- Jacques Ralite, sénateur, ancien ministre
- Gérard Noiriel, historien
- Michèle Riot-Sarcey, historienne
- Alain Vandermalière, ancien Directeur du théâtre et des spectacles au Ministère de la culture

Communication

Expression directe

Un film d'expression directe du PCF sera diffusé dimanche à 11h30 sur France 2.

VOIR LE FILM

Vous pouvez visualiser ce film ici : http://www.dailymotion.com/video/xbrtu5_tetes-de-listes-pcf-regionales-2010_webcamv

Médias

- **Marie-George Buffet** sera l'invitée de Jean-Pierre Elkabach sur la matinale d'Europe 1, vendredi matin.
- **Pierre Laurent** sera présent sur le plateau du journal de France 3 Île de France à 18h55, vendredi soir.

« Chat » de Marie-George Buffet sur le site du journal Métro

Jeudi 7 janvier, Marie-George Buffet a répondu aux questions des internautes lors d'un chat organisé par le journal gratuit Métro.

Marie-George Buffet : >Bonjour à tous/

Tétine : Comment réagissez vous à la mort de Philippe Séguin ?

Marie-George Buffet : D'abord meme si nous ne partageons pas les ,mêmes idées politiques dire mon respect pour le travail du Président de la Cour des comptes et peut etre evoquer l'amoureux du foot qu'etait Philippe Seguin/

Tétine : Jospin a fustigé Sarko et son gouvernement dans une itw au Monde, qu'en pensez-vous ?

Marie-George Buffet : Je crois qu'il y a de nombreuses raison de fustiger Nicolas Sarkozy et son gouvernement : D'abord au plan social avec de multiples attaques contre les services publics et la protection sociale, ensuite par rapport au recul des libertés, atteintes aux droits syndicaux, mise en laisse des collectivités territoriales et poursuite des politiques libérales au plan européen. Le gouvernement de Lionel Jospin auquel j'ai participé n'a certes pas été au bout des réformes nécessaires et a lui-même engagé des privatisations, ce qui explique d'ailleurs qu'il ait été durement sanctionné en 2002, mais vraiment, la droite au pouvoir aujourd'hui est particulièrement régressive au plan social, au plan des valeurs et je crois qu'il est nécessaire que la gauche tire les enseignements, reconstruise un projet apte à dépasser les logiques libérales et celles du système capitaliste lui-même pour créer une dynamique populaire. C'est à quoi nous voulons travailler avec le Front de Gauche./

Georg7 : Avez-vous lu les confessions de Lionel Jospin ? Qu'en pensez-vous ?

Marie-George Buffet : Non, pas encore./

Jean : Qu'est-ce qu'être communiste aujourd'hui en France ?

Marie-George Buffet : Avant tout refuser les inégalités sociales, construire un monde de partage, de mise en commun, par exemple en promotionnant une autre utilisation de l'argent pour un développement social et écolo-

gique qui pourrait passer, notamment par la nationalisation des banques, pour une nouvelle politique du crédit, sur critères sociaux et écologiques, la création de fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Deuxièmement une maîtrise sociale des marchés avec de nouveaux droits pour les salariés dans la gestion des entreprises publiques et privées, la reconquête et la création de grands services publics concernant toutes les activités portant intérêt général : éducation, santé, information, énergie, transport, logement. Au plan international la mise en place d'une nouvelle monnaie commune, une organisation mondiale du commerce non plus basée sur la concurrence mais sur la coopération et le développement régional, l'arrêt du pillage des terres et le développement d'une sécurité et d'une indépendance alimentaire dans les grandes régions de la planète. Enfin, c'est œuvrer pour le désarmement nucléaire et pour la paix./

catherine_deneuve : Fidel Castro, selon vous, dictateur ou grand homme d'Etat?

Marie-George Buffet : Fidel Castro c'est d'abord l'homme qui a libéré le peuple cubain de l'occupation, qui face au blocus américain a œuvré au développement de ce pays et a développé, malgré les difficultés, le soutien aux pays en voie de développement. Cet internationalisme se poursuit encore puisque Cuba procure une aide en médecins, en ingénieurs à plusieurs pays progressistes d'Amérique latine. Mais j'ai déjà eu l'occasion d'en débattre avec nos camarades du PCC, la nouvelle étape de la révolution cubaine se conjuguera avec un véritable essor de la démocratie./

Lina : Lina : Je n'arrive pas à croire qu'il y ait encore des gens pour croire dans le communisme, le trotskisme etc. Ce sont des beaux rêves qui n'ont pas fonctionné et n'ont donné que mort et corruption. Comment vous faites, vous, pour espérer encore?

Marie-George Buffet : Il est vrai que ce qui s'est passé dans les pays dits socialistes a abouti à l'échec parce que l'absence de démocratie a, non seulement provoqué des souffrances humaines, mais empêché ces régimes de construire des réponses économiques et sociales répondant non seulement aux aspirations des peuples mais également aux enjeux du 20^{ème} siècle. Mais face aux dégâts du système capitaliste, à ses échecs pour répondre à des questions comme le développement durable, la famine, la pauvreté, l'exploitation, j'espère que nous serons capables de construire avec les citoyennes et les citoyens, par leur intervention, une société nouvelle débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation. Il n'y aura de grand soir mais toute une série de combats et de réformes peuvent permettre de construire des lendemains qui chantent./

le rouge : bonjour madame buffet: le PCF compte -t-il bientôt rajeunir sa direction?

Marie-George Buffet : Oui, en Juin./

Adjico : Ou pourrait on voir des marges de progression possible pour le Front de Gauche depuis les européennes? Finalement il n'y a rien de nouveau. Comment alors espérer améliorer ses résultats?

Marie-George Buffet : D'abord, je crois que le Front de Gauche est apparu comme un espoir lors des Européennes. Lors des Régionales, d'autres forces vont venir se rajouter, ainsi que des personnalités du mouvement social. Je crois que si nous donnons à voir que notre objectif est bien de vitaminiser la Gauche dans son projet, dans sa démarche pour la faire gagner demain dans les régions et après demain au niveau du pays, nous allons rassembler et progresser du moins, j'espère, car il faut que la Gauche se réveille face à la droite et pour cela il faut donner à voir des propositions audacieuses et donner à ceux et celles qui luttent la possibilité de devenir demain des conseillers régionaux..

loic : pouvez-vous nous donner 3 ou 4 idées principales que le Front de gauche va défendre pendant la campagne électorale

Marie-George Buffet : Bien sûr. D'abord la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et la formation qui, sur critères sociaux et écologiques contribueraient à la relance industrielle. Deuxièmement, la mise en place d'assemblées démocratiques permettant l'élaboration participative des budgets et des grandes mesures prises par la Région. Troisièmement la mise en place d'un observatoire régional contre les violences faites aux femmes. Quatrièmement, la création d'un grand service public régional de l'accueil d'information orientation, la mise en place de délégations publiques régionales pour les transports s'inscrivant dans l'objectif de la création d'un pôle public national des transports. Cinquièmement, le soutien à la médecine de proximité (CMS, Maisons médicales) et bien d'autres que nous ferons connaître prochainement et notamment dimanche lors du premier meeting du Front de Gauche à 14h au palais des congrès./

Viviane : Quelle est la stratégie du Front de gauche pour les régionales ? Quelles sont ses ambitions ?

Marie-George Buffet : Le Front de Gauche a pour objectif de rassembler tous ceux et celles qui veulent que ça bouge à gauche, le score réalisé par ce Front au premier tour pèsera dans le comportement de l'ensemble de la

gauche. Au deuxième tour, nous agirons pour le rassemblement de toute la gauche et nos élus, durant tout le mandat, agiront pour faire avancer nos propositions dans le cadre de la majorité de gauche./

lenine : Bonjour. Je suis un militant du NPA intéressé par la campagne du FdG. Mais, franchement, Pierre Laurent tête de liste en IdF, ce n'est pas sérieux, c'est auto-centré autour du PCF, ça stérilise la possibilité d'une alternative, et ça va faire que je ne voterais pas !

Marie-George Buffet : Le Front de gauche, ce sont des têtes de liste régionales, Pierre Laurent en Ile de France, René Revol ou Elisa Martin ou Monsieur Boulanger en Rhone Alpes , Languedoc roussillon ou Aquitaine, Christian Piquet, GU, en Midi pyrénées.

Marie-George Buffet : Nous, la diversité on la pratique, on sait s'ouvrir et Bienvenue à ceux qui veulent nous rejoindre./

nino : Jean-Luc Mélenchon est-il un atout ou un peu trop incontrôlable à votre goût ?

Marie-George Buffet : Je n'ai jamais cru à l'homme ou à la femme providentiel, le Front de Gauche ne dépend ni de JLM ni de MGB, il se construira, se développera avec l'ensemble des militants et des militantes qui le composent./

donovan : êtes-vous déçue par robert hue, qui fait alliance avec le PS dès le 1er tour en IDF?

Marie-George Buffet : Je ne crois pas que ce soit le bon chemin. Si nous voulons battre la droite, il faut une gauche audacieuse visant le dépassement du libéralisme. Aujourd'hui le parti socialiste porte une politique sociale libérale qui s'illustre dans ses appels au Modem. Le meilleur moyen de faire bouger ce parti ce n'est pas d'accompagner cette dérive mais c'est au contraire de montrer qu'un autre chemin est possible à gauche. C'est ce que propose le Front de Gauche./

a : yaura - t- il un front de gauche après les régionales?

Marie-George Buffet : Nous avons décidé, d'un commun accord PCF, PG, GU de ne jamais ficeler le Front à tout jamais. Après les européennes, nous avons tiré les enseignements et nous nous sommes donné un nouvel objectif : poursuivre le Front et l'élargir. Le 21 mars, je souhaite que nous ayons la même démarche, tirer tous les enseignements, mesurer l'utilité du Front pour la population, son efficacité pour faire bouger la gauche et battre la droite, et nous verrons alors comment poursuivre./

Alain : Une alliance avec le PS est-elle envisageable ?

Marie-George Buffet : Au deuxième tour des élections, le Front de gauche se rassemblera avec les autres forces de gauche pour battre la droite et créer les conditions d'une majorité de gauche dans les régions./

Jean-Jacques : Pour vous, que signifie être Français ? Et que pensez-vous du débat sur l'identité nationale ?

Marie-George Buffet : Je crois qu'il faut arrêter ce débat. On a vu qu'il a provoqué des réactions xenophobes et racistes, y compris de la part de représentants de la République. La République, ce sont des valeurs : liberté, Egalité, Fraternité. Débattons des droits des hommes et des femmes qui vivent et travaillent sur notre sol au regard de ces valeurs. La Nation, ce n'est pas un décret qui décide de ceux et de celles qui la composent, la Nation, notre Nation s'est constituée au fil des temps par de grands mouvements populaires, des révolutions, le suffrage universel, des mouvements sociaux, des règles constitutionnelles. Elle a bougé et elle bougera encore. Donc, débattons de ce qui peut rassembler les hommes et les femmes, leurs aspirations communes. Pour terminer, je dis : Alerte, Alerte. Nous devrions être des milliers dans la rue pour dire Halte au Racisme, Halte à la xenophobie !/

Lolo : Quelle est votre plus grande satisfaction et déception depuis votre entrée en politique ? et que peut-on vous souhaiter pour 2010 ?

Marie-George Buffet : Ma déception c'est peut être le fait, pour l'instant que nous n'ayons pas pu faire en sorte qu'en France, ce pays de la Révolution, s'installe un changement progressiste, profond, durable. Ma plus grande satisfaction, c'est que depuis mon engagement au PCF en 1969, j'ai appris beaucoup des centaines de milliers d'hommes et de femmes que j'ai rencontrés et du fait que cet engagement m'a permis, en tant qu'élue et en tant que ministre, de servir ces hommes et ces femmes. En 2010, des beaux résultats pour le front de gauche et un parti communiste en pleine forme et pour moi un peu plus de temps. Merci pour toutes vos questions. Au revoir./

Communiqués de presse

[!\[\]\(84f47badaad7772cd95667a7c387a639_img.jpg\) Décès de Jacques de Ceaurriz : un homme intègre ayant toujours fait face aux pressions \(Marie-George Buffet\)](#)

[Identité nationale : mettre un terme à ce débat est la seule bonne décision à prendre ! \(Olivier Dartigolles - PCF\)](#)

[Sarkozy plus sourd que jamais](#)

[Le PCF se félicite de l'annulation de la taxe Carbone](#)

[Le PCF demande que le débat sur la filière nucléaire soit ouvert aux forces politiques et syndicales](#)

Aide à la communication de proximité

Régionales : Le 10 janvier au Palais des congrès/Paris

Le Parti communiste français et le Front de gauche sont entrés en campagne. La dynamique de rassemblement est au rendez-vous, avec un élargissement notable, au-delà du Front de gauche, à de nouvelles organisations comme République et socialisme, les Alternatifs, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, le M'PEP, des militants de quartiers populaires, et, en Île-de-France, Alternative citoyenne. Et surtout, l'appel communiste aux acteurs des mouvements sociaux est entendu sur le terrain, avec la participation de signataires de l'Appel des appels, de syndicalistes des services publics, de militants de RESF, etc. La construction du Front de gauche se fait sur des contenus et des objectifs clairs de reconquête à gauche. L'échec du sommet de Copenhague montre qu'il est impossible de s'attaquer aux défis écologiques sans s'attaquer à l'égoïsme des logiques capitalistes. Dans les régions aussi, on ne pourra répondre à l'urgence écologique sans agir pour la remise en cause des choix dominants actuels, pour la reconquête des services publics, sans promouvoir le développement humain contre la finance. La cohérence de ces propositions et l'engagement des acteurs sociaux sur les listes Front de gauche peuvent faire la différence.

Outre la reconquête des services publics, les propositions du Front de gauche pour réorienter l'utilisation de l'argent et l'enjeu démocratique face au laminage programmé des collectivités seront, partout en France, des thèmes majeurs de la campagne ; on va faire aussi du développement des quartiers populaires une question centrale en Île-de-France. Alors que la droite mène un débat minable sur l'identité nationale qui stigmatise leurs populations et qu'elle veut accentuer la concentration des richesses dans quelques pôles, il faut renverser la logique dans la région en pariant sur la richesse de ces quartiers. Ce n'est pas seulement une logique de compensation : il faut bien sûr réparer les inégalités, mais on veut une région qui ait l'audace d'un nouveau type de développement réellement solidaire.

Le 10 janvier, au Palais des congrès de Paris, avec plusieurs milliers de personnes, le Front de Gauche fera une entrée fracassante en campagne. Il va montrer qu'on n'a pas perdu du temps en construisant cette démarche et ces listes de rassemblement. En Île-de-France, où Pierre Laurent conduira la liste, toute la diversité sociale et politique va trouver sa place, et le PCF aura la tête de liste dans trois départements sur huit.

Dans cinq régions sur vingt-deux, les communistes ont jugé que le rapport des forces politiques ne permettait pas la construction de listes de Front de gauche au premier tour. Il faut respecter ce choix, comme il le sera dans les dix-sept régions en Front de gauche. Les communistes porteront partout les mêmes objectifs de transformation. Simplement, ils le feront dans des conditions différentes dans certaines régions.

Identité nationale : la droite titillée par ses vieux démons

Le débat sur "l'identité nationale" lancé par Sarkozy semble hors de tout contrôle, donnant lieu à toutes sortes de dérapages.

Le dernier étant signé de l'ancien garde des Sceaux, Pascal Clément, député UMP, qui aurait déclaré lors d'une réunion de son groupe à l'Assemblée nationale, au départ consacrée au débat sur le hidjab : « Le jour où il y aura autant de minarets que de cathédrales en France, ce ne sera plus la France. »

Dérapages ? Voire. Car l'initiative du chef de l'État ne relève pas de l'improvisation. Soucieux de reconquérir du terrain à deux ans de l'élection présidentielle, mais incapable de se prévaloir d'un bilan présentable sur ses promesses « sociales » de la campagne de 2007 sur l'emploi et le pouvoir d'achat, c'est lui-même qui a théorisé l'opération de diversion sur l'identité nationale, lancée opportunément à quelques mois des élections régionales, pour ressouder le cœur de son électorat. Après les propos de Nadine Morano sur les jeunes musulmans à casquette qui parlent le verlan, le conseiller du chef de l'État, Henri Guaino, enfonce le clou dans Le Figaro, en spéculant sur la « crise identitaire » : « L'immigration, la religion, cela fait partie du débat. Mais ce n'est pas tout le débat. »

Mais la boîte de Pandore ouverte à cette occasion génère des dommages collatéraux imprévus, comme le montre la fracture créée à droite par les surenchères auxquelles ce débat donne lieu. Une responsable gouvernementale aurait ainsi claqué la porte de la réunion des députés UMP. Nora Berra, secrétaire d'État aux Aînés, a ainsi voulu envoyer un « signal fort » aux parlementaires de l'UMP. Tout se passait bien, a-t-elle expliqué, « jusqu'au point où un député (Pascal Clément–NDLR) ait tenu ce genre de propos (sur les minarets–NDLR) qui pour moi allait à l'encontre de la règle et du fondement de la laïcité ». Embarras à droite. D'autres membres du gouvernement se sont désolidarisés de l'ex-ministre de la Justice, comme Nathalie Kosciusko-Morizet et Martin Hirsch, ce dernier estimant qu'il y a des « bornes à ne pas franchir ». Quant à ceux qui sont venus à la rescousse de Pascal Clément, c'est pour affirmer, à l'instar de Luc Chatel, qu'ils n'avaient rien vu, rien entendu. De son côté, l'intéressé a démenti avoir tenu les propos contestés, les imputant même à... Nora Berra.

La confusion est donc totale à droite, chacun se renvoyant comme une patate chaude la responsabilité des dérapages occasionnés par le débat sur l'identité nationale. D'autant que Martin Hirsch, Nathalie Kosciusko-Morizet et Nora Berra ne sont pas les premiers, à droite, avoir mis en garde contre les dérives d'un tel débat. Avant eux, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin s'est inquiété d'un sujet traité comme une « réflexion de comptoir ». Christine Boutin a quant à elle estimé que cela ne « peut que redonner de l'oxygène au FN ».

Quant à François Baroin, il a, tout comme Dominique de Villepin, demandé à « suspendre le débat » ■

Des dizaines de Moulinex : dignité et amertume

L'affaire Moulinex est exemplaire.

Des années plus tard, la lumière est faite sur la liquidation d'un fleuron de l'électroménager européen, sur les sombres magouilles qui ont présidé à la disparition de la marque, entraînant Brandt dans ce marasme, que les pouvoirs publics ont enterrée avec des mines de circonstance. Cette « réhabilitation post mortem » du combat des salariés normands se traduit par la plus lourde compensation jamais décidée par un tribunal au profit de ceux qui ont perdu leur emploi, 11 millions d'euros. Un succès qui rétablit la dignité de ces ouvriers mais qui laisse pourtant un goût amer dans des territoires aujourd'hui ravagés par le chômage.

On pourrait citer des dizaines d'entreprises enterrées par leurs actionnaires avides. Toutes n'ont pas vu des repreneurs ou des banques se sucrer au passage, mais combien avaient fait, elles aussi, la preuve de la qualité de leurs produits et pour certaines, même, de leur rentabilité ? Mais les Monopoly de la finance comptent pour rien les dégâts sociaux et comptent sur la solidarité nationale ou salariée pour tenter de panser les plaies causées.

L'Insee vient de présenter des prévisions qui tablent sur la disparition de 131 000 emplois supplémentaires en 2010, après plus de 300 000 cette année. Ce qui n'empêche pas les puissants de ce monde de décerner des lauriers à Christine Lagarde qui serait, selon eux, la meilleure ministre européenne des Finances. Il faut alors que les autres soient bien mauvais et que les critères retenus négligent les conditions de vie des populations.

Avec la nouvelle année, les vœux gouvernementaux seront parfaitement cyniques quand ils seront adressés aux salariés payés au smic qui n'auront pour douze mois que 0,8 % d'augmentation tandis que les patrons du CAC 40 et les traders se gobergent à nouveau. Le RSA progressera seulement de 1,2 %, soit 454 euros pour une personne seule et 681 euros pour un couple. Ceux-là n'ont pas réveillé au Fouquet's.

L'enquête sur Moulinex confirme des éléments que les syndicats avaient soulevés et les enrichit de nouvelles pièces. Pourquoi, depuis 2001, les autorités sont-elles restées aussi inactives ? Quel rôle ont précisément joué les banques et à quelles fins ? S'en sortiront-elles sans le moindre accroc alors qu'elles continuent à gérer de la sorte l'avenir de nombreuses entreprises ?

Les établissements financiers ont entre les mains de nombreuses clés de la situation économique. Pour l'heure, c'est aux spéculations, aux opérations à risque et non à l'activité productive et de recherche qu'ils ouvrent les portes. Ils ferment en revanche le robinet du crédit aux particuliers et aux PME. Le contrôle public, qui passe par la constitution d'un pôle financier nationalisé susceptible de jouer le rôle majeur du nerf du développement économique, est devenu un impératif social. Les aides publiques elles-mêmes, pilotées par l'État ou les régions, doivent faire l'objet de contreparties précises et exigeantes.

Soixante-dix milliards d'euros sont offerts aux entreprises, notamment à celles du CAC 40 qui se débrouillent, au contraire des PME, pour alléger leur imposition sans contrôle précis de leur usage. Moulinex doit servir d'exemple pour réclamer des droits d'intervention élargis pour les salariés et un autre regard des autorités sur la politique industrielle.

Sujet à suivre.

Chômage : LA question

Les opérations rideau de fumée ont fait long feu.

Selon l'institut BVA, le chômage a été la question la plus préoccupante de l'année pour 63 % des Français. Les chiffres officiels ne peuvent masquer la réalité vécue par tous, d'une manière ou d'une autre. Ceux qui ont un travail le redoutent à mesure que s'allongent les listes des fermetures d'entreprises. Il frappe la famille, les proches, la commune où l'on vit. La France ne compte pas deux millions six cent mille chômeurs, mais bien quatre millions et demi. Parmi ceux-ci, un million qui, dans les mois prochains, vont perdre leurs droits et devront s'en remettre aux minima sociaux, s'ils y ont droit. C'est une catastrophe de longue durée et elle n'a rien de naturel.

On comprend mieux du même coup les opérations de diversion du chef de l'État, de son gouvernement et de l'UMP. Le débat sur l'identité nationale suscite à juste titre de vives réactions. Il prend en otage des millions d'hommes et de femmes pour des objectifs électoralistes. Il ressort, dans les conditions d'aujourd'hui, le ragoût idéologique de la droite française pour briser les solidarités, atomiser les consciences, dresser des barrières et attiser des oppositions. Il s'agit de miner le modèle social qui est le nôtre et le bien commun de tous.

Mais c'est quoi, l'identité nationale d'un homme ou d'une femme arrivant en fin de droits ? Car ce débat indigne vise aussi, en plus de cela, à détourner l'attention de la question du chômage. Et que dire de la nouvelle fable, à Copenhague, de Sarkozy. Le seul chef d'État qui se serait décarcassé pour sauver la planète et raconte, avec les accents de la Chanson de Roland, ce que fut la bataille et les victoires qu'elle promet. La réalité, c'est que Copenhague n'a pas abouti parce que les puissants sont plus prompts à sauver les banques que le climat, et les gesticulations du chef de l'État, comme celles du G20, ne peuvent faire illusion. Il tente là aussi de détourner l'attention, en instrumentalisant les questions environnementales.

C'est vrai, il y a le grand emprunt ! Il doit, nous dit-on, relancer la croissance. Préparer la reprise en mettant la France en bonne place dans la compétition internationale. À terme, il y aurait une promesse d'emplois. C'est faux. Car le type de croissance en question est celui qui a conduit à la crise. Il donne la priorité à la rentabilité financière dans quelques secteurs prometteurs, pour qui ?, mais la recherche dans son ensemble s'appauvrit, l'éducation nationale manque de moyens et va en perdre encore, les services publics sont menacés, les banques se servent mais ne rendent rien. Le chômage n'est pas ce qui reste de la crise. Il est le coût payé par les salariés pour la reprise capitaliste.

La droite, si l'on en croit Le Figaro, veut mener la campagne des élections régionales sur les thèmes nationaux. Entendons qu'elle entend poursuivre ses opérations de diversion. La riposte, c'est faire front à gauche contre sa politique, pour de vrais contre-pouvoirs et pour construire une alternative.